

(N° 7.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 11 NOVEMBRE 1924.

Projet de loi

approuvant le Traité de commerce et de navigation conclu le 27 juin 1924
entre l'Union Économique belgo-luxembourgeoise et le Japon.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

Nos relations avec le Japon sont régies, jusqu'à présent, par un *modus vivendi* qu'un échange de lettres a établi le 8 juillet 1914. Le Japon n'a de *modus vivendi* avec aucune autre Puissance. Le régime actuel nous garantit le traitement de la nation la plus favorisée mais d'une façon très précaire puisqu'il peut être dénoncé à tout moment et sans préavis.

Le Traité qui est déposé sur le Bureau de la Chambre assurera plus de stabilité à nos relations avec le Japon. Il stipule, en effet, une durée de cinq années et ne peut être dénoncé ensuite qu'après six mois de préavis. Seul l'article 5, relatif aux droits de douane, peut être dénoncé en principe un an après la mise en vigueur du traité. Cette disposition particulière est justifiée par l'instabilité des conditions économiques actuelles. Le Protocole additionnel, il est vrai, prévoit la dénonciation de l'article 5 à tout moment, et l'expiration de ses effets trois mois plus tard, mais au cas seulement où la Belgique, ayant appliqué un tarif différentiel à un pays qui jouit actuellement du traitement de la nation la plus favorisée, n'arriverait pas à se mettre d'accord avec le Japon sur une formule nouvelle sauvegardant les intérêts japonais quant aux marchandises transbordées ou entreposées dans ce tiers pays.

Le nouveau traité contient les clauses habituelles des traités de commerce ; clauses concernant l'établissement, l'exercice du commerce et de l'industrie, le traitement des marchandises et des commis-voyageurs, la navigation, les relations consulaires, etc...

En 1914, les négociations pour un traité de commerce n'ont pas abouti parce que la Belgique avait voulu obtenir des réductions de tarif sur certaines marchandises et que le Japon, exportant peu chez nous, n'aurait pas pu trouver dans l'accord de contre-partie suffisante. Nous n'avons plus cherché aujourd'hui à obtenir

des réductions de tarif car la situation est restée la même qu'en 1911 au point de vue de la balance des importations et des exportations : contre un peu plus de 4 millions d'exportations japonaises en Belgique en 1922, nous avons exporté au Japon pour 15 millions de yen; et en 1923, nos exportations ont monté à 19 millions de yen (le yen vaut plus de 8 francs).

Le traitement de la nation la plus favorisée, appliqué aux droits de douane, nous est donc favorable et il l'est d'autant plus que le Japon, par rapport à nous, est un pays à change élevé.

Ce traitement nous assure tous les avantages que le Japon pourrait accorder à n'importe quelle autre Puissance mieux placée que nous-mêmes, par sa balance exportation et importation, pour obtenir des concessions tarifaires.

Les dispositions du Traité sont applicables au Congo et à nos territoires à mandat, de même qu'elles le sont aux possessions du Japon et aux territoires administrés par lui.

Pour le Ministre des Affaires Étrangères absent :

Le Ministre de la Justice,

F. MASSON.

**Traité de commerce et de navigation entre
l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise et le Japon.**

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES agissant tant en Son nom qu'au nom de SON ALTESSE ROYALE LA GRANDE-DUCHESSE DE LUXEMBOURG en vertu d'accords existants, d'une part, et SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DU JAPON, d'autre part, également animés du désir de resserrer les relations d'amitié et de bonne entente qui existent heureusement entre EUX et entre les ressortissants des pays respectifs, et persuadés que la détermination d'une manière claire et positive des règles qui, à l'avenir, doivent s'appliquer aux rapports commerciaux entre les pays respectifs, contribuera à la réalisation de ce résultat hautement désirable, ont résolu de conclure à cet effet un Traité de Commerce et de Navigation et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES,

M. PAUL HYMANS, Grand Officier de l'Ordre de Léopold, Grand Cordon de l'Ordre Impérial du Soleil Levant, Son Ministre des Affaires Étrangères, Membre de la Chambre des Représentants,

Et SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DU JAPON,

M. MINETCIRO ADACHI, JUSAMMI, Grand Cordon de l'Ordre Impérial du Soleil Levant, Grand Cordon de l'Ordre de Léopold, Son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ARTICLE I.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes auront pleine liberté d'entrer et de séjourner dans toute l'étendue des territoires de l'autre et, en se conformant aux lois du pays :

1° Ils seront pour tout ce qui concerne le voyage et la résidence, les études et investigations, l'exercice de leurs métiers et professions et l'exécution de leurs entreprises industrielles et manufacturières, placés, à tous égards, sur le même pied que les ressortissants de la nation la plus favorisée;

2° Ils auront, comme les nationaux eux-mêmes, le droit de faire le trafic de tous les articles de commerce licite et qui ne seraient pas soumis à une réglementation spéciale pour des raisons d'ordre public, pourvu que cette réglementation soit appliquée sans distinction aux ressortissants de tout autre pays ;

3° Ils pourront posséder ou louer et occuper les maisons, les manufactures, les magasins, les boutiques et les locaux qui peuvent leur être nécessaires et prendre à bail des terrains à l'effet d'y résider ou de les utiliser dans un but licite commer-

cial, industriel, manufacturier ou autre. De même, ils pourront sur le même pied que les ressortissants de la nation la plus favorisée, acquérir et posséder toute espèce de propriété mobilière ou immobilière. Toutefois, ils seront soumis à la condition de réciprocité, si elle est imposée par les lois du pays ou par des arrangements spéciaux. Ils pourront disposer de ces biens par vente, échange, donation, contrat de mariage, testament ou de toute autre façon, aux mêmes conditions que celles qui sont ou seront établies à l'égard des nationaux. Il leur sera également permis, en se conformant aux lois du pays, d'exporter librement le produit de la vente de leurs propriétés et leurs biens en général, sans être assujettis, en leur qualité d'étranger, à des droits autres ou plus élevés que ceux auxquels seraient soumis les nationaux dans les mêmes circonstances ;

4° Ils jouiront d'une protection et d'une sécurité constantes et complètes pour leur personne et leurs propriétés ; ils auront un accès libre et facile auprès des tribunaux de justice pour la poursuite et la défense de leurs droits ; et ils seront en outre admis à faire valoir leurs réclamations contre l'État et ses organes, devant les tribunaux ou autres autorités compétentes ;

5° Ils seront exempts de tout service militaire obligatoire, soit dans l'armée de terre, navale ou aérienne, soit dans la garde nationale ou la milice, ainsi que de toutes contributions imposées en lieu et place du service personnel. Ils seront exempts également de tous emprunts forcés ; ils ne seront astreints, en temps de paix et en temps de guerre, qu'aux prestations et aux réquisitions militaires imposées au nationaux et ils auront réciproquement droit aux indemnités établies en faveur des nationaux par les lois en vigueur dans les pays respectifs. Pour ce qui précède, les ressortissants de chacune des Parties Contractantes ne seront pas traités sur les territoires de l'autre moins bien que ne le sont ou ne le seront les ressortissants de la nation la plus favorisée ;

6° Ils ne seront pas contraints à subir des charges ou à payer des impôts, taxes ou contributions de quelque nature que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou pourront être imposés aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

ARTICLE II.

Les habitations, magasins, manufactures et boutiques des ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes dans les territoires de l'autre, ainsi que tous les locaux qui en dépendent, employés pour des buts licites, seront respectés. Il ne sera point permis d'y procéder à des visites domiciliaires ou perquisitions, non plus que d'examiner ou d'inspecter les livres, papiers ou comptes, sauf dans les conditions et formes prescrites par les lois à l'égard des nationaux eux-mêmes.

ARTICLE III.

En cas de décès d'un Belge ou bien d'un Luxembourgeois au Japon, ou d'un Japonais en Belgique ou au Luxembourg, les autorités locales compétentes doivent immédiatement en donner avis au Consul Général, Consul, Vice-Consul ou Agent Consulaire le plus rapproché de la nation à laquelle le défunt appartient ; ceux-ci, de leur côté, devront donner le même avis aux autorités locales lorsqu'ils seront informés les premiers.

L'autorité locale compétente complètera le dit avis par la remise d'une expédition en due forme et sans frais de l'acte de décès.

En cas d'incapacité ou d'absence des héritiers ou d'absence des exécuteurs testamentaires, les agents du service consulaire, concurremment avec les autorités locales compétentes, auront le droit, conformément aux lois de leur pays respectif, de faire tous actes nécessaires à la conservation, à l'administration et à la liquidation de la succession, et de prendre toutes les mesures nécessaires à la sauvegarde des intérêts des héritiers, sauf le cas où naîtraient des contestations, lesquelles devraient être jugées par les tribunaux compétents du pays où la succession est ouverte.

Les dispositions précédentes seront de même applicables dans le cas où un ressortissant de l'une des Parties Contractantes, possédant des biens dans les territoires de l'autre, viendrait à mourir en dehors desdits territoires sans avoir laissé, au lieu où ces biens sont situés, aucune personne ayant qualité pour prendre charge de la succession et pour l'administrer.

ARTICLE IV.

Il y aura pleine et entière liberté de commerce et de navigation entre les territoires des Hautes Parties Contractantes; les ressortissants de chacune d'elles auront, de la même façon que les ressortissants de la nation la plus favorisée, pleine liberté de se rendre avec leurs navires et leurs cargaisons dans les lieux, ports et rivières des territoires de l'autre, qui sont ou pourront être ouverts au commerce extérieur; ils bénéficieront, en se conformant toujours aux lois du pays où ils arrivent, des mêmes droits, faveurs, libertés, immunités et exemptions en matière de commerce et de navigation, dont bénéficient ou bénéficieront les nationaux eux-mêmes.

ARTICLE V.

Les articles, produits naturels ou fabriqués des territoires de l'une des Hautes Parties Contractantes, bénéficieront, à leur importation dans les territoires de l'autre, des droits de douane les plus réduits applicables aux articles similaires de toute autre origine étrangère.

Aucune des Parties Contractantes n'imposera à l'exportation d'un article quelconque à destination des territoires de l'autre, des droits ou charges, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou pourront être imposés à l'exportation des articles similaires à destination de tout autre pays étranger.

De même, aucune prohibition ou restriction ne sera maintenue ou imposée par l'une des Parties Contractantes à l'importation ou à l'exportation d'un article quelconque en provenance ou à destination des territoires de l'autre, qui ne s'étendra également aux articles similaires venant de tout autre pays ou y allant. La dernière disposition n'est cependant pas applicable aux prohibitions ou restrictions maintenues ou imposées, soit en vue d'événements de guerre, soit comme mesures sanitaires, soit dans le but de protéger des animaux ou des plantes utiles.

ARTICLE VI.

Les articles, produits naturels ou fabriqués des territoires de l'une des Hautes Parties Contractantes, dûment importés dans les territoires de l'autre, ne pourront être assujettis à des taxes ou droits d'octroi, de péage, de magasinage, d'accise ou de consommation, que ces droits ou taxes soient perçus au nom et pour le compte de l'État, de provinces, de communes, d'institutions publiques ou de corporations quelconques, autres ou plus élevés que ceux qui grèvent ou grèveraient les articles similaires d'origine nationale.

Les articles, produits naturels ou fabriqués des territoires de l'une des Parties Contractantes, qui passent en transit par les territoires de l'autre, en conformité avec les lois du pays, seront réciproquement exempts de tous droits de transit, soit qu'ils passent directement, soit que, pendant le transit, ils doivent être déchargés, entreposés et rechargés.

ARTICLE VII.

Les Hautes Parties Contractantes conviennent de dispenser en général de l'obligation de produire des certificats d'origine. Toutefois, au cas où il existerait, à l'entrée des territoires de l'une des deux Parties Contractantes, des droits de douane différents à l'égard de quelques articles d'importation, des certificats d'origine pourront exceptionnellement être exigés pour que les articles venant des territoires de l'autre Partie soient admis aux bénéfices des droits les plus réduits.

ARTICLE VIII.

Les négociants et les industriels ressortissants de l'une des Hautes Parties Contractantes pourront, dans les territoires de l'autre, soit en personne, soit par des commis voyageurs, faire des achats ou recueillir des commandes, avec ou sans échantillons. Ces négociants, industriels et leurs commis voyageurs, en faisant ainsi des achats et en recueillant des commandes, jouiront, en matière d'impositions et de facilités, du traitement de la nation la plus favorisée.

Sous l'obligation de réexpédition ou de réexportation dans le délai de six mois et de la preuve d'identité, sous réserve éventuelle du cautionnement ou de la consignation des droits et de la taxe de transmission ou de l'impôt sur le chiffre d'affaires et, d'une manière générale, à charge d'observer les règlements en vigueur en la matière, la franchise de tout droit d'entrée et de sortie est stipulée réciproquement :

1° Pour les échantillons passibles de droits de douane, faisant partie du bagage des voyageurs de commerce ;

2° Pour les objets destinés aux expositions et aux concours, ayant un caractère public reconnu tel par l'Administration des douanes.

ARTICLE IX.

Les sociétés et associations commerciales, industrielles et financières, y compris les sociétés d'assurance, qui sont ou seront constituées conformément aux lois de l'une des Hautes Parties Contractantes et qui ont leur siège social dans les

territoires de cette Partie sont autorisées, dans les territoires de l'autre, en se conformant aux lois de celle-ci, à exercer leur activité et à ester en justice devant les Tribunaux, auxquels ils auront libre et facile accès, soit pour intenter une action, soit pour y défendre.

ARTICLE X.

Les navires et bateaux battant pavillon de l'une des Hautes Parties Contractantes, qui entreront sur lest ou chargés dans les eaux et ports dépendant de l'autre Partie, ou qui en sortiront, quel que soit le lieu de leur départ et celui de leur destination, ne seront assujettis, tant à l'entrée qu'à la sortie et au passage, à aucun droit ou taxe, sous quelque dénomination que ce soit, perçus au nom et pour le compte de l'État, de provinces, de communes, d'institutions publiques ou de corporations quelconques, autres ou plus élevés que ceux qui sont actuellement ou pourront par la suite être imposés aux bâtiments nationaux. Leurs cargaisons, quelle qu'en soit la provenance, n'acquitteront d'autres ni de plus forts droits d'entrée et ne seront assujettis à d'autres charges que si elles étaient importées sous pavillon national, étant entendu que tous les articles qui sont ou pourront être légalement importés dans les ports de l'une des Parties Contractantes par des navires nationaux pourront de même être importés dans ces ports par des navires de l'autre Partie Contractante. Leurs passagers et les bagages de ceux-ci seront pareillement traités comme s'ils voyageaient sous le pavillon national.

En ce qui concerne le placement des navires et bateaux, leur chargement et déchargement dans les ports, rades, havres et bassins, et généralement pour toutes les formalités et dispositions quelconques auxquelles peuvent être soumis des bâtiments de commerce, leurs équipages et leurs chargements, il est convenu qu'il ne sera accordé aux bâtiments nationaux aucun privilège, ni aucune faveur, qui ne le soit également à ceux de l'autre État, la volonté des Parties Contractantes étant que, sous ce rapport aussi, leurs bâtiments soient traités sur le pied d'une parfaite égalité.

Les navires et bateaux naviguant sous le pavillon de l'une des Parties Contractantes et porteurs des papiers de bord et documents exigés par les lois du pays de ce pavillon, seront reconnus de plein droit comme ayant la nationalité dudit pays dans les eaux territoriales, eaux intérieures et ports de l'autre Partie Contractante, sans qu'ils aient à fournir d'autres justifications.

ARTICLE XI.

Les navires battant pavillon de l'une des Hautes Parties Contractantes et chargés d'un service postal régulier de l'une de celles-ci, qu'ils appartiennent à l'État ou qu'ils soient subventionnés par lui à cet effet, jouiront dans les eaux territoriales de l'autre des mêmes facilités, privilèges et immunités que ceux qui sont accordés aux navires similaires de la nation la plus favorisée.

ARTICLE XII.

Il est fait exception aux dispositions du présent traité pour le cabotage dont le régime reste soumis respectivement aux lois de chacune des Hautes parties Contractantes.

Toutefois, il est entendu que les navires des Parties Contractantes jouiront sous ce rapport des droits et avantages qui sont ou pourront être accordés aux navires de tout autre pays, gratuitement, si la concession au pays tiers a été gratuite, et sous condition de réciprocité ou de compensation si semblable condition a été stipulée vis-à-vis du pays dont il s'agit.

Tout navire de l'une des Parties Contractantes, chargé à l'étranger d'une cargaison destinée à deux ou plusieurs ports d'entrée des territoires de l'autre, pourra décharger une partie de sa cargaison dans un port et continuer son voyage pour l'autre ou les autres ports de destination, dans le but d'y décharger le reste de sa cargaison, en se conformant toujours aux lois, aux tarifs et aux règlements de douane du pays de destination. De la même manière et avec la même restriction, tout navire de l'une des Parties Contractantes pourra faire des chargements dans les divers ports de l'autre Partie, au cours du même voyage pour l'étranger.

ARTICLE XIII.

En cas de naufrage, d'avaries en mer ou de relâche forcée, chacune des Hautes Parties Contractantes devra donner aux navires de l'autre, qu'ils appartiennent à l'État ou à des particuliers, la même assistance et protection et les mêmes immunités que celles qui sont accordées en pareil cas aux navires nationaux. Les articles sauvés de ces vaisseaux seront exempts de tous droits de douane, à moins qu'ils n'entrent dans la consommation intérieure, auquel cas ils seront tenus de payer les droits prescrits.

ARTICLE XIV.

Réserve faite des cas où le présent Traité en dispose autrement de manière expresse, les Hautes Parties Contractantes conviennent que, pour tout ce qui concerne le commerce, la navigation et l'industrie, tout privilège, faveur ou immunité quelconque, que l'une d'elles a déjà accordés ou accorderait à l'avenir aux ressortissants de tout autre État, seront étendus immédiatement et sans condition aux ressortissants de l'autre Partie Contractante.

ARTICLE XV.

Les dispositions du Présent Traité ne s'appliquent pas :

- 1° à la pêche nationale et aux pêches assimilées à la pêche nationale ;
- 2° aux concessions de tarif que l'une des Parties Contractantes a accordées ou accorderait exceptionnellement à des États limitrophes pour faciliter le trafic frontière.

ARTICLE XVI.

Chacune des Hautes Parties Contractantes pourra nommer des Consuls généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents consulaires dans tous les ports, villes et places de l'autre, à l'exception des localités où il y aurait inconvénient à admettre de tels officiers consulaires. Cette exception, toutefois, ne sera pas faite à l'égard de l'une des Parties Contractantes sans l'être également à l'égard de toutes les autres Puissances.

Les dits Consuls généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents consulaires, ayant reçu du Gouvernement du pays dans lequel ils sont nommés l'exequatur ou autres autorisations nécessaires, auront, à charge de réciprocité, le droit d'exercer toutes les fonctions et de jouir de tous les privilèges, exemptions et immunités qui sont ou pourront être accordés aux officiers consulaires de même grade de la nation la plus favorisée. Le Gouvernement donnant l'exequatur ou autres autorisations a le droit de les annuler selon son propre jugement; toutefois, il est tenu dans ce cas d'expliquer les raisons pour lesquelles il a jugé à propos d'agir ainsi.

ARTICLE XVII.

Les officiers consulaires compétents de chacune des Hautes Parties Contractantes seront exclusivement chargés, dans les territoires de l'autre, du maintien de l'ordre intérieur à bord des navires marchands de leur nation, et seront seuls compétents pour connaître des différends qui pourraient survenir soit en mer, soit dans les eaux territoriales et ports de l'autre Partie, entre les capitaines, les officiers et l'équipage, notamment en ce qui concerne le règlement des salaires et l'exécution des contrats. Toutefois, la juridiction appartiendra aux autorités territoriales dans le cas où il surviendrait, à bord d'un navire marchand de l'une des Parties Contractantes, dans les eaux territoriales et ports de l'autre, des désordres que les autorités compétentes du lieu jugeraient de nature à troubler ou à pouvoir troubler la paix ou l'ordre dans ces eaux ou à terre.

ARTICLE XVIII.

Si un marin déserte ou quitte irrégulièrement un navire marchand battant pavillon de l'une des Hautes Parties Contractantes, dans les eaux territoriales, ports et eaux intérieures de l'autre, les autorités locales seront tenues de prêter, dans les limites de la loi, toute l'assistance en leur pouvoir, pour l'arrestation et la remise de ce marin, sur la demande qui leur serait adressée à cet effet par l'officier consulaire compétent du pays auquel appartient le navire en question; les dépenses effectuées de ce chef seront remboursées par le dit officier consulaire.

Si le dit marin avait commis quelque délit, sa remise serait différée jusqu'à ce que le tribunal qui a droit d'en connaître ait rendu son jugement et que celui-ci ait reçu son exécution.

Il est entendu que la stipulation du premier alinéa ne s'appliquera pas aux ressortissants du pays où la désertion ou bien l'abandon du bord aurait eu lieu.

ARTICLE XIX.

Les dispositions du présent Traité sont applicables à tous les territoires et possessions appartenant à l'une ou à l'autre des Hautes Parties Contractantes ou administrés par elle, sous réserve des dispositions de Conventions internationales qui lient ou lieraient ces Parties.

ARTICLE XX.

Le présent Traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Bruxelles aussitôt que faire se pourra.

Il entrera en vigueur deux mois après l'échange des ratifications.

Le Traité est conclu pour la durée de cinq ans. Cependant, s'il n'est pas dénoncé à l'expiration de ce délai, il sera prolongé par voie de tacite reconduction pour une période indéterminée et sera dénonçable en tout temps.

En cas de dénonciation, il demeurera encore en vigueur six mois à compter du jour où l'une des Parties Contractantes aura notifié à l'autre son intention d'en faire cesser les effets.

En ce qui concerne les stipulations de l'article V, elles pourront être dénoncées à toute époque par chacune des deux Parties Contractantes à l'expiration d'un an, à dater de la mise en vigueur de ce Traité. Dans ce cas, les dites stipulations cesseront d'être exécutoires six mois après cette dénonciation.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Traité et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait en double exemplaire à Bruxelles, le 27 juin 1924.

(s) M. ADATCI.

(s) HYMANS.



PROTOCOLE ADDITIONNEL.

Au moment de procéder à la signature du Traité de commerce et de navigation conclu entre l'Union Économique belgo-luxembourgeoise et le Japon, les plénipotentiaires soussignés ont fait les déclarations suivantes qui formeront partie intégrante du Traité :

Relativement au premier alinéa de l'article V, il est entendu qu'une marchandise de l'une des Hautes Parties Contractantes, accompagnée d'un connaissance direct et qui est transbordée ou entreposée dans un port intermédiaire, sera considérée comme provenant en droiture de cette Partie, si le port où a lieu l'opération dont il s'agit est situé dans un pays bénéficiant dans les territoires de l'autre du traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne la marchandise similaire.

Dans le cas où la Belgique appliquerait un tarif différentiel à un pays jouissant actuellement du traitement de la nation la plus favorisée, la Belgique s'engage dès à présent à entrer en négociations avec le Japon à l'effet de trouver une formule sauvegardant les intérêts japonais. Si les pourparlers n'avaient pas abouti dans un délai de trois mois, le Japon aurait le droit, à tout moment, par dérogation au dernier alinéa de l'article XX, de dénoncer l'article V du présent Traité. Cette dénonciation sortirait ses effets trois mois après sa notification.

(s) M. ADATCI.

(s) HYMANS.

(12)

(N° 7.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 11 NOVEMBER 1924.

Wetsontwerp

tot goedkeuring

van het Handels- en Scheepvaartverdrag gesloten den 27^e Juni 1924 tusschen
het Belgisch-Luxemburgsch Economisch Verbond en Japan.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Onze betrekkingen met Japan zijn tot nu toe beheerscht door een *Modus Vivendi*, dat op 8^e Juli 1914 door uitwisseling van brieven ingesteld werd. Japan heeft met geen andere Mogendheid een *Modus Vivendi*. Het huidig regime waarborgt ons de behandeling der meestbegunstigde natie, echter op een zeer onzekere wijze, aangezien het op elk oogenblik en zonder voorafgaande verwittiging kan opgezegd worden.

Het op het Bureau der Kamer neergelegd Verdrag zal aan onze betrekkingen met Japan meer vastheid geven. Er wordt immers in bepaald dat het voor een duur van vijf jaar gesloten is en het kan nadien slechts opgezegd worden mits zes maand op voorhand daarvan bericht te geven. Alleen artikel 5 betreffende de douanerechten kan in beginsel één jaar na het in werking treden van het Verdrag opgezegd worden.

Deze bijzondere beschikking is gerechtvaardigd door de onbestendigheid der huidige economische toestanden. Het aanvullend protocol voorziet, wel is waar, de opzegging van artikel 5 op elk oogenblik, en het ophouden van zijne werking drie maanden daarna, maar alleen ingeval België, nadat het een differentieel tarief zou hebben toegepast op een land dat thans de behandeling der meestbegunstigde natie geniet, er niet in zou gelukken met Japan tot overeenstemming te komen aangaande een nieuwe formule waarbij de Japansche belangen, ten opzichte der in dit derde land overgeladen of in entrepôt opgeslagen koopwaren, gevrijwaard worden.

Het nieuwe verdrag bevat de gewone bepalingen der handelsverdragen; bepalingen betreffende de vestiging, de uitoefening van den handel en de nijverheid, de behandeling der koopwaren en der handelsreizigers, de scheepvaart, de consulaire betrekkingen, enz.

In 1911 hebben de onderhandelingen voor een handelsverdrag tot geen uitslag geleid, omdat België op zekere koopwaren tariefsverminderingen had willen bekomen en omdat Japan, daar het weinig naar ons uitvoerde, in de overeenkomst geen voldoende vergoeding zou hebben kunnen vinden.

Wij hebben thans niet meer getracht om verminderingen van tarief te verkrijgen daar de toestand dezelfde is gebleven als in 1911 ten opzichte van de balans van den invoer en den uitvoer : tegenover een uitvoer van wat meer dan 4 miljoen uit Japan naar België in 1922, hebben wij naar Japan voor 15 miljoen yen uitgevoerd; en in 1923 steeg ons uitvoercijfer tot 19 miljoen yen (de yen heeft een waarde van meer dan 8 frank).

De behandeling der meest begunstigde natie, op de douanerechten toegepast, is dus te onzen gunste, en dit te meer aangezien Japan te onzen opzichte een land met hoogen wisselkoers is.

Dit verdrag verzekert ons al de voordeelen die Japan zou kunnen verleen en aan gelijk welke andere Mogendheid, welke door hare uit- en invoerbalans beter zou geplaatst zijn dan wij om toegevingen ten opzichte der tarieven te verkrijgen.

De beschikkingen van dit verdrag zijn van toepassing op Congo en op de grondgebieden waarover wij een mandaat uitoefenen, gelijk zij het ook zijn op de bezittingen van Japan en op de door dit land bestuurde grondgebieden.

Voor den Minister van Buitenlandsche Zaken. afwezig,

De Minister van Justitie,

F. MASSON.



**Handels- en Scheepvaartverdrag
tusschen België en Japan.**

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN, handelend zoowel in Zijnen Naam als in Naam HARER KONINKLIJKE HOOGHEID DE GROOT-HERTOGIN VAN LUXEMBURG krachtens bestaande overeenkomsten, enerzijds, en ZIJNE MAJESTEIT DE KEIZER VAN JAPAN, anderzijds, evenzeer bezielde met den wensch de banden van vriendschap en goede verstandhouding die gelukkiglijk tusschen HEN en tusschen de onderhoorigen der wederzijdsche landen bestaan, nauwer aan te halen en overtuigd dat het vaststellen van duidelijke en practische regels, die in de toekomst op de handelsbetrekkingen tusschen de wederzijdsche landen zullen toegepast worden, dit hoogst wenschelijk doel zal helpen bereiken, hebben besloten te dien einde een Handels- en Scheepvaartverdrag te sluiten en hebben tot hunne gevolmachtigden benoemd, te weten :

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN : Den heer Paul HYMANS, Groot-Officier der Leopoldsorde, Grootlint der Keizerlijke Orde van de Rijzende Zon, Zijn Minister van Buitenlandsche Zaken, Lid der Kamer van Volksvertegenwoordigers, en ZIJNE MAJESTEIT DE KEIZER VAN JAPAN : Den heer Mineitciro Adachi, Jusammi, Grootlint der Keizerlijke Orde van de Rijzende Zon, Grootlint der Leopoldsorde, Zijn Buitengewoon en gevolmachtigd Ambassadeur bij Zijne Majesteit den Koning der Belgen,

Welke, na hunne wederzijdsche in goeden en behoorlijken vorm bevonden volmachten aan elkander medegedeeld te hebben, aangaande de volgende artikelen overeengekomen zijn :

ARTIKEL I.

De onderhoorigen van elk der Hooge Verdragsluitende Partijen zullen volledige vrijheid hebben om in de gansche uitgestrektheid van de grondgebieden der andere binnen te komen en te verblijven en, mits zich te gedragen naar de wetten van het land.

1^o Zullen zij voor alles wat betreft de reis en het verblijf, de studiën en navorschingen, het uitoefenen hunner ambachten en beroepen en het uitvoeren hunner nijverheids- of fabrieksondernemingen in alle opzichten op denzelfden voet geplaatst worden als de onderhoorigen van de meest begunstigde natie;

2^o Zullen zij, gelijk de onderhoorigen van het land zelf, het recht hebben handel te drijven in alle geoorloofde handelsartikelen, die niet om redenen van openbaren aard aan eene bijzondere reglementeering zouden onderworpen zijn, op voorwaarde dat deze reglementeering zonder onderscheid toegepast worde op de onderhoorigen van elk ander land;

3^o Zullen zij de huizen, fabrieken, magazijnen, winkels en lokalen, die zij noodig zouden hebben mogen bezitten of huren en betrekken, en terreinen in

huur mogen nemen ten einde er op te verblijven of deze te gebruiken voor een geoorloofd handels-, nijverheids-, fabrieks- of ander doel. Evenzoo zullen zij, op denzelfden voet als de onderhoorigen der meestbegunstigde natie alle soort roerend of onroerend eigendom mogen verwerven en bezitten. Echter zullen zij aan de voorwaarde der wederkeerigheid onderworpen zijn, indien deze door de wetten van het land of door bijzondere schikkingen opgelegd is. Zij zullen over deze goederen kunnen beschikken door verkoop, ruil, schenking, huwelijkscontract, testament of elke andere wijze, onder dezelfde voorwaarden als die bepaald zijn of zullen worden ten opzichte der onderhoorigen van het land zelf. Het zal hun eveneens veroorloofd zijn, mits zich te gedragen naar de wetten van het land, de opbrengst van den verkoop hunner eigendommen en van hunne goederen in het algemeen vrij uit te voeren, zonder in hunne hoedanigheid van vreemdelingen onderworpen te zijn aan hoogere of andere rechten dan die waaraan de onderhoorigen van het land zelf in dezelfde omstandigheden zouden onderworpen zijn;

4° Zullen zij eene voortdurende en volledige bescherming en veiligheid genieten voor hunnen persoon en hunne eigendommen; zij zullen vrijen en gemakkelijken toegang hebben tot de rechtbanken voor de vervolging en de verdediging hunner rechten; en zij zullen bovendien de toelating hebben hunne klachten tegen den Staat en zijne organen, voor de rechtbanken of andere bevoegde overheden te doen gelden;

5° Zullen zij vrijgesteld zijn van elken verplichten militairen dienst, hetzij in het landleger, de marine of de luchtvloot, hetzij in de burgerwacht of de militie, zoowel als van elke belasting opgelegd in vervanging van den persoonlijken dienstplicht. Zij zullen eveneens ontslagen zijn van elke gedwongen leening; in vredes- en in oorlogstijd zullen zij slechts onderworpen zijn aan de militaire dienstleveringen en opeischingen die aan de onderhoorigen van het land zelf opgelegd worden en zij zullen wederkeerig recht hebben op de vergoedingen door de in de respectieve landen van kracht zijnde wetten vastgesteld ten voordeele van de onderhoorigen van het land zelf. Voor wat voorafgaat zullen de onderhoorigen van elk der Verdragsluitende Partijen op de grondgebieden der andere niet minder goed behandeld worden dan de onderhoorigen der meestbegunstigde natie behandeld worden of zullen worden;

6° Zullen zij niet verplicht zijn andere of hoogere lasten te dragen of belastingen, taxen of bijdragen van welken aard ook te betalen, dan die welke aan de onderhoorigen der meestbegunstigde natie opgelegd zijn of zullen kunnen worden.

ARTIKEL II.

De woningen, magazijnen, fabrieken en winkels van de onderhoorigen van elk der Hooge Verdragsluitende Partijen op de grondgebieden van de andere, alsmede al de lokalen die er van afhangen, gebruikt voor geoorloofde doeleinden, zullen geëerbiedigd worden. Men zal in deze niet mogen overgaan tot huiszoekingen of doorzoekingen, noch de boeken, papieren of rekeningen mogen onderzoeken of nazien, tenzij in de voorwaarden en vormen voorzien door de wetten ten opzichte van de onderhoorigen van het land zelf.

ARTIKEL III.

In geval van overlijden van een Belg of wel van een Luxemburger in Japan of van een Japanner in België of in Luxemburg moeten de plaatselijke overheden er onmiddellijk kennis van geven aan den zich dichtstbij bevindenden Consul-generaal, Consul, Vice-Consul of Consulairen Agent van de natie waartoe de overledene behoort; deze zullen van hunnen kant hetzelfde bericht moeten zenden aan de plaatselijke overheden wanneer zij de eersten er kennis van krijgen.

De bevoegde plaatselijke overheid zal gezegd bericht aanvullen door een in behoorlijken vorm gesteld en zonder kosten afgeleverd afschrift van de overlijdensakte te overhandigen.

In geval van wettelijke onbevoegdheid of van afwezigheid der erfgenamen of van afwezigheid der testamentuitvoerders, zullen de agenten van den consulairen dienst, te zamen met de bevoegde plaatselijke overheden, het recht hebben, overeenkomstig de wetten van hun respectief land, alle handelingen te verrichten noodig voor het bewaren, het beheeren en het vereffenen der nalatenschap, en alle maatregelen te nemen noodig voor het vrijwaren van de belangen der erfgenamen, behalve ingeval geschillen zouden ontstaan, welke zouden beoordeeld moeten worden door de bevoegde rechtbanken van het land waar de nalatenschap opengevallen is.

De voorafgaande beschikkingen zullen eveneens van toepassing zijn ingeval een onderhoorige van eene der Verdragsluitende Partijen, die goederen bezit op de grondgebieden van de andere, zou overlijden buiten gezegde grondgebieden zonder ter plaatse waar deze goederen gelegen zijn eenen persoon te hebben achtergelaten die bevoegd is om de zorg voor de nalatenschap op zich te nemen en ze te beheeren.

ARTIKEL IV.

Er zal volkomen en geheele vrijheid van handel en van scheepvaart bestaan tusschen de grondgebieden der Hooge Verdraagsluitende Partijen; de onderhoorigen van elk hunner zullen, op dezelfde wijze als de onderhoorigen van de meestbegunstigde natie, volle vrijheid hebben om zich met hunne schepen en dezer ladingen te begeven in de plaatsen, havens en rivieren van de grondgebieden der andere, die voor den buitenlandschen handel open staan of geopend zullen kunnen worden; mits zich steeds te gedragen naar de wetten van het land waar zij aankomen zullen zij dezelfde rechten, gunsten, vrijheden, vrijstellingen en ontheffingen in zake handel en scheepvaart genieten als die welke de onderhoorigen van het land zelf genieten of zullen genieten.

ARTIKEL V.

De artikelen, natuurlijke of gefabriceerde voortbrengselen van de grondgebieden van eene der Hooge Verdragsluitende Partijen, zullen bij hunnen invoer in de grondgebieden van de andere de laagste douanerechten genieten welke toepasselijk zijn op de gelijkaardige artikelen van elke anderen vreemden oorsprong.

Geene der Verdragsluitende Partijen zal op den uitvoer van gelijk welk artikel

met bestemming naar de grondgebieden van de andere Partij, andere of hoogere rechten leggen dan die welke gelegd zijn of zullen kunnen worden op den uitvoer van gelijkaardige artikelen met bestemming naar elk ander vreemd land.

Evenzoo zullen geene verboden noch beperkingen door eene der Verdragsluitende Partijen worden gehandhaafd of gelegd op den invoer of op den uitvoer van om het even welk artikel uitgevoerd uit of bestemd voor de grondgebieden van de andere, welke niet eveneens uitgebreid zullen worden tot de gelijkaardige artikelen komende van of gaande naar elk ander land. Deze laatste beschikking is echter niet van toepassing op verboden of beperkingen gehandhaafd of opgelegd hetzij met het oog op oorlogsgesbeurtenissen, hetzij als sanitaire maatregelen, hetzij met het doel dieren of nuttige planten te beschermen.

ARTIKEL VI.

De artikelen, natuurlijke of gefabriceerde voortbrengselen van de grondgebieden van eene der Hooge Verdragsluitende Partijen, behoorlijk ingevoerd in de grondgebieden van de andere, zullen aan geene andere noch hoogere taxen of octrooi-, tol-, magazijn-, accijns- of verbruiksrechten, hetzij deze rechten of taxen geheven worden in naam en voor rekening van den Staat, provincies, gemeenten, openbare instellingen of om het even welke vereeningen, onderworpen worden, dan degene die op de gelijkaardige artikelen van nationale afkomst gelegd zijn of zouden worden.

De artikelen, natuurlijke of gefabriceerde voortbrengselen van de grondgebieden van eene der Verdragsluitende Partijen, die in doorvoer door de grondgebieden der andere reizen, in overeenkomst met de wetten van het land, zullen wederkeerig vrijgesteld zijn van alle doorvoerrechten hetzij deze artikelen rechtstreeks doorgaan, hetzij zij, gedurende den doorvoer afgeladen, in entrepôt opgeslagen en opnieuw geladen moeten worden.

ARTIKEL VII.

De Hooge Verdragsluitende Partijen komen overeen, over het algemeen vrijstelling te verleen van de verplichting getuigschriften van oorsprong over te leggen. Mochten er evenwel, bij het binnenkomen op de grondgebieden van eene der twee Verdragsluitende Partijen, verschillende douanerechten ten opzichte van enkele invoerartikelen geheven worden, dan zullen er bij uitzondering getuigschriften van oorsprong mogen vereischt worden opdat de artikelen komende van de grondgebieden der andere Partij het voordeel der laagste rechten zouden kunnen genieten.

ARTIKEL VIII.

De handelaars en de nijveraars die onderhooringen zijn van eene der Hooge Verdragsluitende Partijen mogen op het grondgebied der andere Partij, hetzij persoonlijk, hetzij door bemiddeling van reizigers, aankopen doen of bestellingen inzamelen, met of zonder monsters. Bij het doen van aankopen en het inzamelen van bestellingen op de wijze als hierboven bedoeld, zullen deze han-

delaars, nijveraars en hunne handelsreizigers in zake belastingen en faciliteiten het voordeel van de behandeling der meestbegunstigde natie genieten.

Onder verplichting van wederverzending of van wederuitvoer binnen de zes maanden en van het bewijs der identiteit, onder eventueel voorbehoud van borgstelling of inbewaargeving der rechten en der overdrachtstaxe of der belasting op den omzet, en over het algemeen op voorwaarde dat de ter zake van kracht zijnde reglementen in acht worden genomen, wordt de vrijstelling van elk in- en uitvoerrecht wederkeerig vastgesteld :

1^o Voor de aan douanerechten onderworpen monsters die deel uitmaken van het reisgoed der handelsreizigers :

2^o Voor de voorwerpen bestemd voor tentoonstellingen en wedstrijden die van openbaren aard zijn en als dusdanig door het Beheer der Douanen erkend worden.

ARTIKEL IX.

De handels-, nijverheids en financieele maatschappijen en vereenigingen, met inbegrip der verzekeringsmaatschappijen, die opgericht zijn of zullen worden overeenkomstig de wetten van eene der Hooge Verdragsluitende Partijen, en wier maatschappelijke zetel op het grondgebied dezer Partij gevestigd is, zijn er toe gemachtigd op het grondgebied der andere Partij, mits naleving derzelver wetten, hunne bedrijvigheid uit te oefenen en in rechte te verschijnen vóór de Rechtbanken, waartoe zij vrijen en gemakkelijken toegang zullen hebben hetzij om er eene rechtsvordering in te stellen, hetzij om er te verweren.

ARTIKEL X.

De schepen en booten die de vlag van eene der Hooge Verdragsluitende Partijen voeren, welke op ballast of geladen de wateren en havens afhangende van de andere Partij zullen binnenvaren of die er uit zullen varen, welke ook de plaats van hun vertrek of van hun bestemming zij, zullen niet onderworpen worden, zoowel bij het in- als bij het uitvaren en bij de doorvaart, aan enig recht of taxe, onder welke benaming ook, in naam en voor rekening van den Staat, van provinciën, gemeenten, openbare instellingen of om het even welke corporatiën geheven, die van anderen aard of hooger zouden zijn dan die welke thans opgelegd zijn of in het vervolg zouden kunnen opgelegd worden aan de vaartuigen van het land zelf. Hunne ladingen, van welken oorsprong ook, zullen geene andere noch hoogere invoerrechten betalen en zullen aan geene andere lasten onderworpen zijn dan indien zij onder de vlag van het land zelf zouden ingevoerd zijn, met dien verstande dat al de artikelen die in de havens van eene der Verdragsluitende Partijen door vaartuigen van het land zelf op wettige wijze ingevoerd worden of zouden kunnen worden, insgelijks in deze havens zullen kunnen ingevoerd worden door schepen der andere Verdragsluitende Partij. Hunne passagiers en dezer reisgoed zullen eveneens behandeld worden alsof zij onder de vlag van het land zelf reisden.

Wat betreft het plaatsen der schepen en booten, het laden en lossen daarvan in de havens, reeden, vloedhavens en dokken, en over het algemeen voor alle om het

even welke formaliteiten en beschikkingen waaraan handelsvaartuigen, hunne bemanningen en hunne ladingen kunnen onderworpen worden, wordt overeengekomen dat aan de vaartuigen van het land zelve geen enkel voorrecht noch eenige gunst zal verleend worden welke die van den anderen Staat ook niet zouden genieten, daar het de wil der Verdragsluitende Partijen is dat, ook onder dit opzicht, hunne vaartuigen op den voet eener volkomen gelijkheid behandeld worden.

De schepen en booten die onder de vlag van eene der Verdragsluitende Partijen varen en voorzien zijn van de scheepspapieren en documenten vereischt door de wetten van het land dezer vlag, zullen van rechtswege erkend worden als hebbende de nationaliteit van gezegd land in de territoriale wateren, de binnenwateren en de havens der andere Verdragsluitende Partij, zonder dat zij andere bewijzen te leveren hebben.

ARTIKEL XI.

De vaartuigen die de vlag van eene der Hooge Verdragsluitende Partijen voeren, en belast zijn met een regelmatig postdienst van eene dezer, hetzij zij aan den Staat toebehooren of te dien einde door dezen geldelijk ondersteund worden, zullen in de territoriale wateren der andere Partij dezelve faciliteiten, voorrechten en vrijstellingen genieten als deze welke aan gelijksoortige vaartuigen der meest-begunstigde natie verleend worden.

ARTIKEL XII.

Er wordt uitzondering gemaakt op de beschikkingen van dit Verdrag voor de kustvaart, waarvan het régime respectievelijk aan de wetten van ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen onderworpen blijft.

Het is echter wel verstaan dat de vaartuigen der Verdragsluitende Staten te dien opzichte de rechten en voordeelen zullen genieten die verleend worden of zouden kunnen worden aan de vaartuigen van elk ander land, kosteloos, indien zij aan het derde land kosteloos verleend werden, en op voorwaarde van wederkeerigheid of van vergoeding indien eene dergelijke voorwaarde ten opzichte van het land waarvan sprake bepaald werd.

Elk vaartuig van een der Verdragsluitende Partijen, in den vreemde geladen met eene lading bestemd voor twee of verschillende invoerhavens van het grondgebied der andere Partij, zal een deel van zijne lading mogen lossen in eene haven, en zijne reis voortzetten naar de andere haven of havens van bestemming, met het doel er zijne overblijvende lading te lossen, mits zich te gedragen naar de wetten, tarieven en douanereglementen van het land van bestemming.

Op dezelfde wijze en mits dezelfde beperking zal ieder vaartuig van eene der Verdragsluitende Partijen, tijdens eene zelfde reis naar het buitenland in de verschillende havens der andere Partij ladingen mogen innemen.

ARTIKEL XIII.

In geval van schipbreuk, averij op zee of gedwongen onderbreking der reis, moet ieder der Verdragsluitende Partijen aan de vaartuigen der andere Partij, hetzij zij

aan den Staat of aan particulieren toebehooren, dezelfde hulp en bescherming en dezelfde vrijstellingen verleenen als deze welke in dergelijke gevallen aan de vaartuigen van het land zelve verleend worden. De geredde artikelen dezer vaartuigen zullen vrij zij van elk douanerecht, tenware zij voor binnenlandsch verbruik bestemd worden, in welk geval de voorgeschreven rechten er zullen moeten voor betaald worden.

ARTIKEL XIV.

Onder voorbehoud der gevallen waarin dit Verdrag er op uitdrukkelijke wijze anders over beschikt, komen de Hooge Verdragsluitende Partijen overeen dat, voor al wat handel, scheepvaart en nijverheid betreft, alle voorrechten, gunsten of vrijstellingen van welken aard ook, die eene van hen reeds verleend heeft of in het vervolg verleenen zou aan de onderhoorigen van elken anderen Staat, onmiddellijk en onvoorwaardelijk tot de onderhoorigen der andere Verdragsluitende Partij zullen uitgebreid worden.

ARTIKEL XV.

De beschikkingen van dit Verdrag zijn niet van toepassing :

1° Op de nationale visserij en op de visscherijen die daarmede gelijkgesteld zijn;

2° Op de tariefvergunningen welke eene der Verdragsluitende Partijen bij wijze van uitzondering verleend heeft of zou verleenen aan aangrenzende Staten om het grensverkeer te vergemakkelijken.

ARTIKEL XVI.

Ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen zal Consuls-Generaal, Consuls, Vice-Consuls en consulaire Agenten mogen benoemen in al de havensteden, steden en plaatsen der andere Partij, uitgenomen in de plaatsen waar er bezwaar zou bestaan tegen het toelaten van zulke consulaire ambtenaren. Deze uitzondering zal evenwel niet ten opzichte van eene der Verdragsluitende Partijen gemaakt worden zonder eveneens ten opzichte van al de andere Mogendheden te gelden.

Gezegde Consuls-Generaal, Consuls, Vice-Consuls en consulaire Agenten die van de Regeering van het land waar zij benoemd zijn het exequatur of andere noodige machtigingen ontvangen hebben, zullen, op last van wederkeerigheid, het recht hebben alle ambten uit te oefenen en alle voorrechten, ontheffingen en vrijstellingen te genieten die aan de consulaire ambtenaren van denzelfden graad der meestbegunstigde natie verleend zijn of zullen kunnen worden. De Regeering die het exequatur of andere machtigingen verleent, heeft het recht deze naar eigen goeddunken nietig te verklaren; zij moet echter in dat geval uitleggen om welke redenen zij het gepast geacht heeft aldus te handelen.

ARTIKEL XVII.

De bevoegde consulaire ambtenaren van elke der Hooge Verdragsluitende Partijen zullen op de grondgebieden der andere uitsluitend belast zijn met het

handhaven der inwendige orde aan boord der koopvaardijochepen hunner natie en zullen alleen bevoegd zijn om kennis te nemen van de geschillen die zouden kunnen ontstaan hetzij op zee, hetzij in de territoriale wateren en havens van de andere partij, tusschen de kapiteins, de officieren en de bemanning, inzonderheid wat betreft de regeling der loonen en de uitvoering der contracten. De territoriale overheden zullen echter rechtsmacht hebben ingeval er aan boord van een koopvaardijochip van eene der Verdragsluitende Partijen, in de territoriale wateren en havens der andere, onlusten zouden ontstaan die door de bevoegde overheden der plaats zouden aangezien worden als zijnde van aard den vrede of de orde in deze wateren of aan wal te storen of te kunnen storen.

ARTIKEL XVIII.

Indien een matroos deserteert of een koopvaardijochip, dat de vlag van eene der Hooge Verdragsluitende Partijen voert, onregelmatig verlaat, in de territoriale wateren, havens en binnenwateren van de andere, zijn de plaatselijke overheden ertoe gehouden, binnen de grenzen van de wet, alle in hunne macht zijnde hulp te verleen tot de aanhouding en de overgave van gezegden matroos, op verzoek te dien einde tot hun gericht door den bevoegden consulairen ambtenaar van het land waartoe het schip waarvan sprake behoort; de uit dien hoofde gedane uitgaven zullen door bedoelden consulairen ambtenaar terugbetaald worden.

Indien bedoelde matroos eenig misdrijf begaan had, zou zijne overgave uitgesteld worden totdat de rechtbank die het recht heeft over de zaak te oordeelen, haar vonnis gevelde heeft en dit laatste uitgevoerd werd. Het is verstaan dat de bepaling van de eerste alinea niet van toepassing zal zijn op de onderhoorigen van het land waar de desertie ofwel het verlaten van het schip zou geschied zijn.

ARTIKEL XIX.

De beschikkingen van dit Verdrag zijn van toepassing op al de grondgebieden en bezittingen toebehoorend aan de eene of de andere der Hooge Verdragsluitende Partijen of door deze beheerd, onder voorbehoud van de beschikkingen van Internationale Overeenkomsten die deze partijen binden of zouden binden.

ARTIKEL XX.

Dit Verdrag zal bekrachtigd en de bekrachtigingen zullen te Brussel zoodra mogelijk uitgewisseld worden.

Het zal in werking treden twee maanden na de uitwisseling der bekrachtigingen.

Het Verdrag wordt gesloten voor den tijd van vijf jaar. Wanneer het echter bij het verstrijken van dezen termijn niet opgezegd is, zal het stilzwijgend voor een onbepaalden duur verlengd worden en zal het te allen tijde kunnen opgezegd worden.

In geval van opzegging zal het nog van kracht blijven gedurende zes maanden te rekenen van den dag waarop eene der Verdragsluitende Partijen aan de andere kennis zal gegeven hebben van haar voornemen er de werking van te doen ophouden.

Wat de bepalingen van artikel 5 betreft, zij zullen te allen tijde door elk van beide Verdragsluitende Partijen na verloop van één jaar, te rekenen van het in werking treden van dit Verdrag, opgezegd kunnen worden. In dit geval zullen gezegde bepalingen ophouden uitvoerbaar te zijn zes maanden na deze opzegging.

Ter oorkonde waarvan de respectieve Gevolmachtigden dit Verdrag ondertekend en met hun wapenzegel bekleed hebben.

Gedaan in dubbel, te Brussel, den 27ⁿ Juni 1924.

(get.) M. ADATCI.

(get.) HYMANS.

AANVULLEND PROCOTOL.

Bij het overgaan tot de onderteekening van het Handels- en Scheepvaartverdrag gesloten tusschen het Belgisch-Luxemburgsch Economisch Verbond en Japan, hebben de ondergeteekende Gevolmachtigden de navolgende verklaringen afgelegd die een wezenlijk deel van het Verdrag zullen uitmaken :

Betreffende de eerste alinea van artikel V, is het verstaan dat eene koopwaar van eene der Hooge Verdragsluitende Partijen, vergezeld van een rechtstreeksch cognossement en die in eene tusschenhaven overgeladen of in entrepôt opgeslagen wordt, zal aangezien worden als rechtstreeks afkomstig van deze Partij, indien de haven waar gezegde operatie geschiedt, gelegen is in een land dat in de grondgebieden van het andere de behandeling der meestbegunstigde Natie geniet, wat soortgelijke koopwaar betreft.

Ingeval België een differentieel tarief zou toepassen op een land dat thans de behandeling der meestbegunstigde natie geniet, gaat België van heden af de verbintenis aan met Japan in onderhandeling te treden ten einde eene formule te vinden waarbij de Japansche belangen gevrijwaard worden, Moesten de onderhandelingen binnen een termijn van drie maanden tot geen uitslag geleid hebben, dan zou Japan het recht hebben, op elk oogenblik, in afwijking van de laatste alinea van artikel XX, artikel V van dit Verdrag op te zeggen. Deze opzegging zou drie maanden na kennisgeving van kracht worden.

(get.) M. ADATCI.

(get.) HYMANS.
